

## **LES RÉFORMES DE LA FILIÈRE LAIT EN ALGÉRIE : BILAN ET PERSPECTIVES**

Kousseila BELLIL\*  
Moussa BOUKRIF\*\*

**Received:** 16/06/2020 / **Accepted:** 22/09/2020 / **Published:** 30/06/2021

**Corresponding authors:** bellil.koousseila@yahoo.fr

### **RÉSUMÉ**

Les politiques laitières –coûteuses- adoptées en Algérie ont montré leur échec si l'on note l'importance de l'importation dans le schéma organisationnel de la filière. Ainsi, n'est-il pas étonnant de constater le maintien de ces mêmes politiques malgré leur inefficacité ? Le présent article propose une analyse de la stratégie retenue pour le développement de la filière lait en Algérie et ses impacts dans la durée.

### **KEY WORDS**

Politiques laitières, filière lait, Algérie, pouvoirs publics, inefficacité.

**JEL CLASSIFICATION:** Q18

---

\* Chercheur au Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement (CREAD). Algérie.

\*\* Laboratoire de Recherche en Management et Techniques Quantitatives, université de Bejaia, Algérie.

## THE REFORMS OF ALGERIAN DAIRY SECTOR: ASSESSMENT AND PROSPECTS

### ABSTRACT

The Algerian dairy policies have shown their failure if we note the importance of importation in the organizational scheme of the sector. So, is it not surprising to see the continuation of these so-called policies despite their inefficiency? This paper proposes an analysis of the strategy adopted for the development of the dairy sector in Algeria and its impacts.

### KEY WORDS:

Dairy policy, dairy sector, inefficiency, Algeria, authorities

### JEL CLASSIFICATION: Q18.

## إصلاحات قطاع الألبان في الجزائر: التقييم و الآفاق

### ملخص

لقد أظهرت السياسات المتبعة في إنتاج وتوفير الألبان فشلها نظرا لتكلفتها الباهظة واعتمادها الكبير على الاستيراد في المخطط التنظيمي للقطاع. الشيء الذي يؤدي بنا إلى طرح العديد من التساؤلات عن أسباب تبني والحفاض على نفس هذه السياسات رغم عدم نجاعتها وفشلها على جميع الأصعدة؟ وعليه سنحاول من خلال هذا العمل تقديم مجموعة من التحاليل التي تهدف إلى إظهار مختلف الأبعاد السلبية والإيجابية للاستراتيجية المعتمدة حاليا لتطوير قطاع الألبان في الجزائر وتأثيراتها على المدين القصير والطويل الأجل

كلمات مفتاحية: سياسات الألبان، قطاع الحليب، الجزائر، فشل

تصنيف جال: Q18

## INTRODUCTION

En matière de lait, et au fil des années, plusieurs programmes ont été instaurés par les autorités dont l'objectif est de promouvoir la production nationale et réduire la facture alimentaire. Aujourd'hui, après tant d'efforts et de budgets, la filière tarde à se défaire de son extraversion et reste indéfiniment assujettie au marché mondial. Ceci est affirmé par la facture substantielle des importations, non seulement en matière de lait (1245.91 millions USD en 2019 selon le dernier rapport du CNIS), mais aussi, de la majorité des intrants de la filière (vaches laitières, aliments, vaccins, équipements,...etc.).

La filière a connu une évolution très instructive depuis l'indépendance à nos jours. Elle est un véritable champ d'expérimentations. À l'instar d'un certain nombre de pays tel le Maroc, « La situation initiale se caractérisait par un interventionnisme étatique prononcé car il fallait pallier, dans l'urgence, à la rareté du lait face à une demande en plein essor » (Srairi et Cohen Kuper, 2007).

Les politiques laitières adoptées par les pouvoirs publics avant la fin des années 1980 « avaient pour principal objectif une amélioration de la consommation du lait et la satisfaction des besoins de la population » (BENCHARIF. A, 2001), et suivaient plutôt « une logique de consommation plus que de production » (AMELLAL. R, 1995). Ceci avait été favorisé par l'aisance financière qu'a connu le pays grâce aux recettes des hydrocarbures d'une part, et au contexte international caractérisé par les faibles prix des produits laitiers sur le marché international, dus aux excédents de productions au niveau des pays producteurs .

À partir de 1985, l'effondrement des cours du pétrole, principale ressource algérienne, a conduit à l'application du plan d'ajustement structurel, qui a progressivement changé la manière d'intervention en essayant de mettre en place des politiques favorisant la production nationale. Centrées sur la promotion de la production nationale, ces politiques ont été dopées au début du millénaire grâce au renchérissement du pétrole sur le marché mondial.

La chute des prix des hydrocarbures à partir de 2014 a révélé au grand jour, plus clairement encore que par le passé l'ampleur, non seulement, de la vulnérabilité de l'Algérie en matière de sécurité alimentaire (Omari, 2012), mais aussi la défaillance des politiques entreprises, fondées principalement sur les ressources en hydrocarbures.

De nos jours, bon nombre de chercheurs estiment que ces politiques n'ont pas obtenu les résultats escomptés (Belhadia et Al., 2009 ; Ghozlane et Al., 2010 ; Belhadia et Al., 2014 ; Zoubeidi et Gharbi, 2013 ; Mamine et Al., 2012 ; ...etc.). Selon Bouzid et Bedrani (2018), les politiques agricoles sont à mettre en cause pour expliquer la hausse du niveau de dépendance alimentaire du pays.

Cet article se propose justement, d'étudier la question du pourquoi persister à appliquer les mêmes politiques, très consommatrices de fonds, malgré leur échec relatif, vu les faibles performances obtenues et une importation chronique. Ce papier propose d'alimenter le débat sur la politique laitière adoptée en Algérie depuis l'indépendance et tenter d'expliquer les décalages entre les objectifs en termes de i.) Augmentation de la production et ii.) Réduction des importations, ainsi que les réalisations par rapport aux objectifs fixés. La survie des acteurs et des organisations, l'impératif économique, et enfin l'effet historique et de cognition peuvent expliquer cette dépendance à la stratégie déjà désignée.

## **1- MÉTHODOLOGIE**

La notion politique étant polysémique n'est pas utilisée dans son sens large, mais se limite au sens « de la politique comme programme d'action représentant un choix spécifique de moyens en vue d'obtenir certains effets » (Nioche JP, 1982). Selon Greffe (1989), les difficultés de réalisation des politiques, ont conduit ces dernières années à multiplier les plaidoyers en faveur du suivi et de l'évaluation des politiques publiques. Le suivi étant un processus qui consiste à fournir une information pertinente sur les conditions de réalisation et de mise en œuvre de politiques, l'évaluation pour sa part, examine dans quelle mesure les actions de la politique auront réalisés les objectifs impartis.

Eu égard aux contraintes budgétaires dans lesquelles s'inscrit aujourd'hui l'État algérien, connaître l'impact réel des politiques mises en œuvre, notamment budgétaires, semble une nécessité. L'analyse ne porte pas seulement sur des constatations chiffrées mais aussi sur des interprétations et des critères de valeur (Greffé, 1989).

Selon Dunn (1985), les enjeux et la complexité de l'évaluation des politiques publiques font que l'on aura tendance à combiner différentes méthodes. Dans notre cas, nous allons avoir recours à une méta-évaluation, combinée et confortée par une évaluation secondaire à travers une enquête de terrain réalisée entre 2015 et 2016. Cette méthode est destinée à analyser une évaluation 'primaire' (à partir de travaux déjà réalisés) à l'aide d'une analyse 'secondaire' par des constatations sur le terrain et des rapports officiels. La méta-évaluation permet donc d'accumuler les conclusions tirées lors d'évaluations 'primaires' et synthétiser les résultats (Wollmann, 2003).

Les informations utilisées dans ce travail proviennent de deux sources différentes mais complémentaires. Au niveau empirique, l'exploitation des résultats de plusieurs cas d'études et de travaux en Algérie ainsi que des enquêtes complémentaires auprès des agriculteurs permettra d'évaluer la perception des agriculteurs au niveau de la wilaya de Bejaia et de Sétif. Il s'agit d'une enquête auprès de 36 éleveurs, choisis au hasard dans la région de Bejaia et de Sétif par des passages multiples, à l'aide d'un questionnaire entre 2015 et 2016. Le questionnaire comporte un volet identification, mode de conduite et des données chiffrées concernant les charges et les produits de l'exploitation pour le calcul des coûts de productions. Au niveau national, les informations concernant les statistiques nationales proviennent de sources officielles (ministère, office national du lait et des statistiques des douanes).

## **2- CADRE CONCEPTUEL**

Pour une analyse dynamique de la stratégie laitière algérienne, nous avons opté pour la théorie de la dépendance au sentier pour expliquer le model institutionnel mis en place et la perpétuation des mêmes trajectoires en dépit des résultats obtenus. Parallèlement, nous

avons opté pour la théorie des résistances au changement pour expliquer le degré d'adhésion des acteurs et des organisations aux réformes engagées par les pouvoirs publics.

### **2.1- La théorie de la dépendance au sentier « path dependence »**

Développée par l'approche néo-institutionnelle, la théorie de la dépendance au sentier s'intéresse aux changements institutionnels dans un cadre historique pour recenser l'impact des trajectoires passées sur les décisions actuelles et futures. Elle souligne selon Barth (2014) « un attachement indéfectible au passé et un rejet aversif du risque et du futur ». North (1990) explique à partir de la dépendance de sentier, la difficulté voir l'impossibilité de changer ou modifier une institution lorsqu'elle est instaurée. De son côté, Levi (1997) explique cette difficulté du changement par les coûts que cela peut engendrer « La dépendance au sentier signifie qu'une fois qu'un pays ou une région s'est engagé dans une voie, les coûts d'un retour en arrière sont très élevés. D'autres options sont possibles mais l'ancrage de certaines dispositions institutionnelles fait obstruction à un renversement du choix initial ». Selon le cas, cet attachement peut être particulièrement difficile dans certains domaines, en raison des rendements croissants (*increasing returns*) qui selon (Pierson, 2000) sont liés à la prégnance des processus d'action collective, le mécanisme de rendements croissants ou encore d'auto-renforcement, et les processus cognitifs d'interprétation et de légitimation collective des enjeux de la vie politique.

David (1994) (Cité par Maghni, 2019) met en avant trois principaux points de vue analytiques sur l'origine du phénomène de dépendance au sentier, caractéristique du processus du changement organisationnel et institutionnel. Le premier se rapporte au rôle de l'expérience historique dans la formation de structures d'anticipations mutuellement cohérentes, permettant une coordination sans gestion centralisée des actions des agents économiques individuels. Le second concerne la persistance des canaux d'information et des codes nécessaires au bon fonctionnement des organisations. Enfin, le troisième point de vue explique les conséquences des fortes

complémentarités, ou l'interdépendance entre les éléments constitutifs des organisations humaines complexes.

Dans la majorité des cas, les blocages institutionnels résultent de la dépendance au sentier (Bardhan, 2001 ; North, 1990,)), qui peut conduire à des situations d'inefficacité (Hodgson, 1998 ; March et Olsen, 1984 ; Stiglitz, 1989). (Maitre D'Hotel, 2007).

## **2.2- Les résistances au changement**

Le mot « résistance » comporte de nombreuses acceptions selon la discipline : psychanalyse, sociologie, physique, etc. Dans le monde d'organisation, la résistance a une connotation négative puisqu' elle est perçue comme un frein au progrès, une attitude passéiste, anti-progressiste et excessivement conformiste.

Les réformes engagées par les pouvoirs publics de type interventionniste adoptent, souvent, pour les introduire une vision séquentielle et non synoptique. Cette vision réductrice du problème du changement qui devrait être engendré par les réformes, empêche les intervenants de voir l'impact des réformes dans un sous-système sur les autres sous-systèmes et sur l'organisation dans sa globalité.

Pour les pouvoirs publics, puisque la réforme est justifiée techniquement, sa mise en œuvre ne nécessite que rigueur et énergie au sommet et obéissance et bonne volonté à la base. Ainsi, la conception du changement se fait en dehors des acteurs et des cadres opérationnels, qui auront comme seul rôle à jouer celui de fournir l'information. Les solutions retenues sont brutalement imposées par le haut. Cette vision, fait que les dirigeants n'anticipent pas la capacité des acteurs à développer leurs propres stratégies face aux changements et, par conséquent, à résister et à freiner et neutraliser la réforme.

Ces réformes, dépourvues de mesure d'accompagnements pour expliquer et justifier les actions menées, ont provoqué un désintéressement des cadres et acteurs, voire même des résistances. Des résistances à des réformes qui se traduisent par des changements des règles de fonctionnement, voire du contrôle des espaces d'incertitudes et la perte de privilèges acquis. Cette résistance s'inscrit dans cette réaction naturelle d'un système social, qui tente de

maintenir son état antérieur et de se protéger des nouvelles forces qui menacent sa stabilité et qui peuvent remettre en cause des pouvoirs et le contrôle d'espaces d'incertitudes.

Le phénomène de résistance, qui est à l'origine de l'échec de nombreux projets de réformes, vient nous rappeler que quel que soit la réforme, cette dernière doit se faire par et avec les acteurs qui sont appelés à la subir et que tout changement doit placer l'acteur au cœur du processus de sa mise en œuvre.

Cette réalité a amené plusieurs auteurs à admettre qu'un changement profond sur ce que pensent les individus, sur leurs croyances, leurs perceptions, ne peut être obtenu par le suivisme. Ils insistent ainsi sur le rôle indéniable du personnel opérationnel dans l'élaboration des choix stratégiques.

Depuis l'indépendance, plusieurs efforts sont consentis pour le développement de la filière lait et la production locale en Algérie .

### **3- LECTURE SPATIO-TEMPORELLE DE LA POLITIQUE AGRICOLE ET LAITIÈRE EN ALGERIE**

Le constat d'une grande faiblesse de l'agriculture en Algérie n'est pas nouveau. On pourrait citer sans limite la multitude de discours qui placent le secteur agricole et agro-alimentaire comme étant stratégique depuis bien des décennies. Toutefois, le problème de sécurité et de dépendance alimentaires reste toujours d'actualité. Selon Omari et Al., (2012), « malgré ces réaffirmations récurrentes, l'agriculture reste un problème lancinant qui se traduit par des résultats mitigés comme en particulier l'importance des terres en jachère » 75% de la SAU (ministère de l'agriculture, 2017). De son côté, (Adair, 1983) estime que « L'agriculture algérienne, à partir de 1962, est caractérisée par une stagnation durable qui induit de graves déformations au sein du procès de développement du pays ». Dans ce sens, la filière lait ne fait pas figure d'exception. En effet, à l'aube de l'indépendance, l'État a amorcé un programme visant à améliorer la production locale dans le but d'améliorer, par là même, l'apport protéique de la population. Ces programmes étaient axés sur le

développement de la production animale, l'extension des superficies fourragères, la reconstitution du cheptel bovin et le développement de la production laitière (Benhacine, 2010).

Selon le même auteur, l'une des actions retenues était la mise en place de zones potentielles pour implanter le cheptel « importé » en fonction de la disponibilité des ressources fourragères. Dans ce sens, l'Algérie a opté pour le développement agricole au moyen de la création de pôles agricoles intégrés (Bencharif et Belhadia, 2009 ; Abis et al, 2009). Dans cette optique, l'État investit dans le développement de la filière lait dans certaines régions dites « bassin laitier », disposant d'une certaine réceptivité nécessaire à l'essor de ce système productif pour les potentialités fourragères issues d'autres cultures.

Ceci dit, le modèle économique général des années 60-70 s'est fixé comme objectif « la modernisation et l'amélioration des consommations alimentaires à un coût compatible avec l'investissement industriel » (Bessaoud, 2002). Durant cette période, l'agriculture a stagné, en raison de l'interventionnisme de l'État et des politiques macro-économiques « sectorielles » défavorables à l'agriculture, ainsi que de la faiblesse des prix des produits agricoles sur le marché mondial.

En effet, le processus d'industrialisation a engendré une modification profonde dans le fonctionnement du secteur agricole. Selon Bessaoud, (2002), la hausse de la demande des produits agricoles résulte à la fois de l'augmentation de la population et du pouvoir d'achat des consommateurs. Cette hausse a eu des conséquences graves, non seulement sur la facture d'importation des produits « de large consommation dits stratégiques », mais aussi sur les dépenses publiques en raison des subventions et du taux de change défavorable.

Concernant la filière lait, les politiques « importatrices » adoptées par les pouvoirs publics s'apparentaient plus à des politiques alimentaires visant à « nourrir la population » et donc « alimentaires » qu'à des politiques de développement d'un secteur porteur. De telles politiques ont eu des répercussions sur le niveau de consommation, puisque ce dernier a connu une augmentation considérable, au

détriment de la production qui est restée toujours limitée faute de compétitivité. Ceci a généré une totale déconnexion entre la production et la consommation et ainsi, une forte extraversion de la filière. En 1986, la consommation totale était élevée (3.699 millions de litres), mais la production nationale était faible (713 millions de litre) notamment celle qui était usinable (57 millions de litres), soit 1.5% du total consommé ou 8% du lait produit localement (Bourbouze et Al., 1989).

Le choix « d'importer plutôt que produire » était rationnel tant que les prix mondiaux étaient bas et qu'il s'articulait sur une politique purement industrielle. Toutefois, les conséquences de cette stratégie se font sentir. La réduction de la facture alimentaire passe nécessairement par une exploitation « rationnelle » du potentiel agricole Algérien (Omari, 2012).

Les effets pervers des importations sur l'économie nationale, conjugués à la chute des prix des hydrocarbures au début des années 80, ont conduit l'État à réfléchir et mettre en place une série de réformes visant la promotion de la production locale et l'atténuation de la dépendance.

La filière lait, pour sa part, a eu son lot de politiques et de réformes visant la réorientation de la filière vers la production locale, à travers la généralisation des espèces bovines de race améliorée en vue d'accroître la productivité. Ceci passe nécessairement, par l'amélioration de la prise en charge vétérinaire et sanitaire des élevages laitiers, en plus de l'incitation à l'investissement dans la production de fourrages destinés à l'alimentation du cheptel. Pour ce faire, l'État a généralisé l'importation de génisses à haut potentiel génétique ainsi que la pratique de l'insémination artificielle.

Bien que la production ait augmenté, elle demeure toutefois assez faible. Selon Divéco (2008), « la production agricole qui assurait 93 % des besoins nationaux dans les années 1970 n'en assure plus que 30 % au début des années 1980, et la sécurité alimentaire est tributaire pour une grande partie des importations ». Les capacités de production additionnelles mises en place dans le cadre des deux plans quinquennaux, 1980-1989, n'ont pas été suffisantes pour répondre à une demande en forte croissance. Le déficit en production est

compensé par l'importation de lait de consommation. Ainsi, entre 1982 et 1992, les importations de lait (pour nourrissons et adultes) ont atteint le niveau de 1,6 million de tonnes et ont coûté aux pouvoirs publics 2,4 milliards de dollars, soit un dixième du montant de la dette (Amellal, 1995).

Le début de la décennie 90 a été marquant pour l'agriculture algérienne en général et la filière lait en particulier. En effet, dans le cadre du mouvement de libéralisation de l'économie nationale qu'a connu l'Algérie durant cette période et l'encouragement de l'initiative privée, l'agriculture a vécu les mêmes transformations. La loi 90-25 du 18 novembre 1990 a permis la création d'un grand nombre d'exploitations privées suite à une restitution des terres auparavant nationalisées. Cette lancée a été interrompue par la récession économique, qui a conduit le pays à négocier un assainissement dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel sous l'égide du FMI.

La fin des années 90 a été marquée par le retour à la croissance économique, suite à la hausse des prix des hydrocarbures. Ceci a signé le début d'une nouvelle ère pour la filière laitière : La mise en place en 2000 d'une nouvelle politique, dans le cadre du plan national de développement agricole PNDA, dont l'objectif était de permettre d'assurer la sécurité alimentaire du pays et d'atténuer la dépendance.

De manière générale, les politiques mises en œuvre pour réduire la dépendance alimentaire utilisent deux grands types d'instruments : des mesures politiques de mise en marché (structuration directe de la filière par la régulation des acteurs qui y interviennent) à travers des mécanismes de contractuels et des mesures d'administration des prix (structuration indirecte de la filière par une régulation de la répartition de la valeur ajoutée tout au long de la filière) (Makhlouf et Al., 2015). La contractualisation joue un rôle essentiel pour ces deux instruments pour définir les acteurs et les prix sur le marché.

Ce programme s'articule autour des cinq axes suivants:

➤ *La promotion de l'investissement à la ferme*

Il vise à stimuler les producteurs laitiers dans le repeuplement de leurs étables, améliorer les conditions d'exploitations et inciter à la production fourragère, primordiale au développement de la production laitière. Dans ce cadre, des soutiens financiers allant de 30 à 50 % du montant d'investissement pour l'abreuvement du cheptel, le matériel laitier, le matériel de récolte et les forages de puits pour l'irrigation, etc. Cette participation est majorée de 20% dans les investissements dans le matériel de récolte à titre collectif .

➤ *La promotion de l'insémination artificielle*

La généralisation de l'insémination artificielle par le financement total du coût de l'opération, auparavant partiel (75%). Cet effort traduit la volonté de l'État à améliorer la génétique afin de réduire les importations de génisses laitières, ainsi que l'amélioration de la production nationale. De plus, il est prévu des structures de suivi sanitaire des troupeaux laitiers au niveau des directions de services agricoles.

➤ *Promotion de la production laitière*

Une aide financière est octroyée aux éleveurs, de 07 DA pour chaque litre produit et 04DA pour chaque litre livré à une unité de transformation, portant la subvention globale à 11 DA contre 06 DA dans le cadre de l'ancienne politique. L'objectif d'une telle politique est de contraindre les éleveurs à rechercher une organisation plus efficiente, en vue d'améliorer leur production. En plus, des primes de qualité sont octroyées, de l'ordre de 0.50 DA le litre par gramme de matière grasse à partir de 34 grammes.

➤ *Incitation à la création d'un réseau de collecte*

Via la participation à hauteur de 40% sur le montant d'investissement dans la création d'une mini laiterie dans des zones enclavées pour permettre la collecte du lait cru et son intégration dans

le circuit de la transformation industrielle. Cette participation est portée à 60% dans le cas d'un investissement collectif

- *Incitation à l'intégration du lait cru dans la transformation industrielle par une prime de 02 DA le litre versée aux laiteries.*

Quant aux prix à la consommation, seul celui du litre de lait pasteurisé en sachet pour la grande consommation reste sous surveillance des pouvoirs publics (B. KHERZAT, 2007). Ainsi les négociations sur le prix du lait de 2001 ont abouti à une augmentation du prix du lait en sachet à 25 DA (décret exécutif n° 01-50 du 12 février 2001) après qu'il a été de 10 DA en 1995 (arrêté du 18 Mars 1995) et 20 DA en 1996 (décret exécutif 96-335 du 08 octobre 1996).

Cette augmentation du prix du lait en sachet à 25 DA constitue un avantage majeur pour la filière locale, du fait qu'une partie des consommateurs va se rabattre sur le lait cru pour des considérations de qualité, vu que les prix des deux produits sont rapprochés.

À partir du 13 janvier 2009, le Fonds national de régulation de la production agricole (FNRPA) octroie des incitations financières aux producteurs de lait cru pour stimuler la productivité. La prime à la collecte se présente comme suit:

- Les exploitants éleveurs produisant du lait cru de vache, de chèvre, de brebis et de chèvres perçoivent, pour incitation à l'augmentation de la production laitière et à sa livraison aux unités de transformation, de 12 DA / litre;
- Les collecteurs de lait cru perçoivent une prime de 5 DA/l (incitation à la collecte de lait cru) ;
- Une incitation financière aux transformateurs pour stimuler l'intégration du lait cru allant de 4 à 6 DA en fonction de la quantité de lait intégrée. La prime d'intégration industrielle du lait cru est destinée aux transformateurs fabricants du lait pasteurisé uniquement.

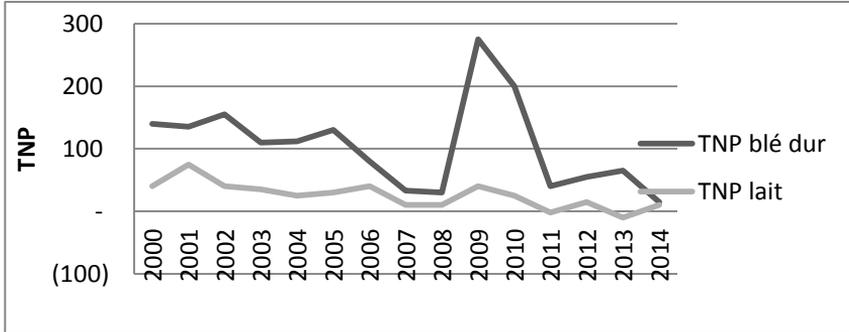
En parallèle, les pouvoirs publics mettent en place une politique favorisant l'installation d'élevages laitiers, par l'importation de génisses à haut potentiel génétique. Le but est d'augmenter la

production et, par là même, de réduire la facture des importations (Belhadia et al, 2014).

Cette politique a, néanmoins, montré ses limites, en témoigne la crise sous-jacente qui s'est révélée ces dernières années par l'augmentation continue des importations. Cette défaillance est imputable aux choix des leviers économiques de régulation, mais aussi aux changements introduits fréquemment dans les politiques agricoles en général et laitières en particulier.

L'enveloppe budgétaire allouée à la filière lait n'est pas aussi colossale qu'on ne le pense. En 2012, elle s'élève à 46 milliards de dinars selon les déclarations de l'ONIL, soit un peu moins de 1 225 DA/habitant/an. Elle représente une part de 15 % du budget de l'État consacré à l'alimentation, soit 0,28 % du PIB (0,64 % des dépenses totales budgétaires de l'État) (Makhlouf, 2015). La figure ci-dessous illustre cette situation. A titre comparatif, le soutien des prix du marché en Tunisie suit quasiment la même tendance, avec une baisse du niveau de protection de la production nationale. Durant les cinq dernières années (période 2012/16), le soutien des prix du marché global à la filière lait était de l'ordre de 211 millions de dinars contre un SPM estimé à 228,9 millions de dinars durant la période 2007-2011 (rapport final sur l'évaluation du système de soutien au secteur agricole en Tunisie, dans le cadre du programme d'appui à l'Initiative ENPARD Méditerranée, juin 2018).

**Figure n°1 :** Évolution du taux nominal de protection (TNP) du lait cru et du blé dur entre 2000 et 2014.

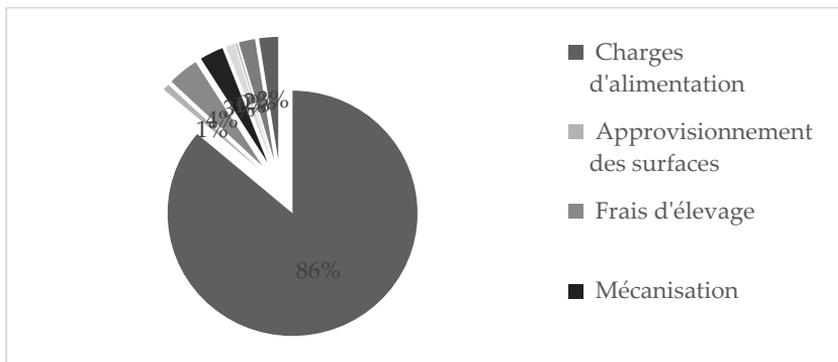


Source : Maghni Bilal, Communication lors des 7es journées de recherches en sciences sociales INRA –SFER –CIRAD à Agrocampus Ouest (Centre d’Angers), les 12 et 13 décembre 2013 ; Makhoulouf Malik, Montaigne Etienne, (2017), Impact de la nouvelle politique laitière algérienne sur la viabilité des exploitations laitières, revue Newmedit N°1/2017.

#### 4- ANALYSE ET DISCUSSION DES POLITIQUES ENGAGÉES

Il n’est pas question dans cet article de discuter de l’importance du budget allouée au développement de la filière et de l’affectation « uniforme » de ces fonds, faute d’accessibilité aux chiffres les concernant. Aucune analyse dans ce sens, pourtant fondamentale, ne peut être faite. Toutefois, un simple calcul peut être entrepris, les importations de la poudre de lait en 2016 s’élèvent à 345 923 tonnes, soit l’équivalent de 3.35 milliard de litres. Cette quantité équivaut à la production de 559 242 vaches avec un rendement de 6000l/vache/an, ou 958 700 vaches pour une production moyenne 3500l/vache/an, soit un peu plus de 136 950 éleveurs avec une moyenne de 7vaches/étable (moyennes nationales). Dès lors, il s’agit de ramener au double la population bovine laitière. Il faut s’interroger sur la faisabilité de cette démarche considérant le déficit fourrager en Algérie, cité incessamment, comme source de maux pour le développement de l’élevage laitier. Ceci a fait que la structure du coût de production du lait est impactée par les charges alimentaires qui représentent, pas moins de 80% du total des charges.

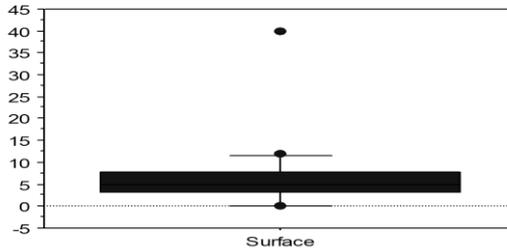
Figure n°02 : Structure du cout de production d'un litre de lait



Source : Données de l'enquête

La succession de politiques aussi diverses qu'hétérogènes a fait que l'investissement dans le secteur agricole est limité. En effet, selon Bouzid et Bedrani (2018), « l'instabilité juridique de ce secteur qui a subi plusieurs réformes et restructurations sème le doute sur la pérennité des droits des attributaires sur les exploitations agricoles dont ils ont la jouissance ». Le secteur agricole a fait l'objet d'une multitude de réformes parfois conflictuelles, mettant en péril sa stabilité et sa durabilité. Parmi ces réformes, on peut citer la réforme agraire de 1971 avec la nationalisation partielle des grandes propriétés privées, la réforme du secteur autogéré de 1981 visant la diminution de la taille des exploitations de ce secteur et leur donnant l'autonomie de gestion, la création des EAC et des EAI en 1987 et la limitation au rôle strictement régulateur de l'Etat (Baci, 1999). Enfin dernier avatar du secteur agricole étatique, la loi de 2010 qui transforme le droit de jouissance perpétuelle et héréditaire en droit de jouissance de 40 ans renouvelable (Tatar, 2013, Amichi et Al., 2015 cités par Bouzid et Bedrani, 2018).

Figure n° 3 : Variabilité de la superficie agricole utile par exploitation



Source : Données de l'enquête

Ce graphique montre que les surfaces agricoles de l'échantillon considéré varient entre 0 et 40 ha avec une médiane de 5HA, ce qui signifie que la moitié des exploitations ont moins de 5 Ha de surface à exploiter.

La parcellisation des terres agricoles, à travers les différentes réformes, via la succession justement, complique davantage l'émergence d'un secteur agricole moderne et rentable. L'exiguïté des exploitations agricoles empêche l'accès aux crédits, à la mécanisation et aux productions d'échelle, principaux ingrédients de rentabilité. L'instauration d'une loi dans ce sens permettrait de limiter le morcellement. Si l'on prend comme exemple le Canada, la loi sur la protection des terres agricoles dans son article 28 du 09/11/1978 interdit le morcèlement des terres agricoles, pour garantir leur intégrité. De fait, l'utilisation de la mécanisation est possible garantissant ainsi, de meilleurs rendements et plus de rentabilité et d'attractivité.

Dans notre cas, la filière lait, objet de ce papier, est au cœur de ces changements et politiques. Néanmoins, et nonobstant les progrès réalisés par les différentes politiques comme en témoignent les chiffres ci-dessus (figure 01), la situation demeure presque au même stade, avec un recours massif aux importations pour combler le déficit de l'offre locale. En quelque sorte, le développement de la production locale ne dessèche pas le besoin d'importer. Les dépenses en lait et produits laitiers sont passés de 7.5% du total des dépenses alimentaires en 2000 (Bouazouni, 2008) à 25.7 % en 2010 selon l'ONS.

La production locale objet de l'ensemble de ces politiques a quasiment doublé en l'espace d'une décennie. Cependant, elle ne fait pas encore l'objet d'une collecte suffisante malgré la prime que l'État lui réserve. Ceci soulève une fois encore l'attention à accorder au secteur informel qui gère plus des  $\frac{3}{4}$  de la production nationale, insensible à la régulation et aux normes sanitaire mettant en péril la santé des consommateurs (Makhlouf et al., 2015).

De nos jours, plus de  $\frac{2}{3}$  des éleveurs recensés en tant que tels (disposant d'un agrément sanitaire ou d'une simple fiche d'identification) n'adhèrent pas au circuit officiel de collecte, sanctionné par tout un programme de subventions. Cela pose d'innombrables questions quant à l'efficacité de ces politiques et leur pérennité.

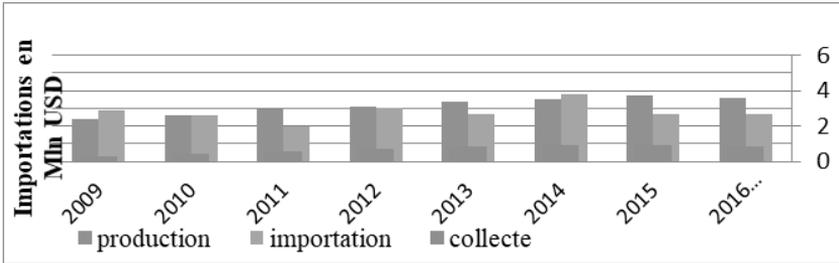
Du point de vue de la théorie de la régulation, l'existence d'une économie informelle signifie l'incapacité des institutions à intégrer certaines activités en les insérant dans la logique d'ensemble qui les unit, à savoir l'entretien et le maintien d'une dynamique viable de croissance économique. (Bellal, 2008).

La primauté de l'informel dans la filière lait au détriment des diverses mesures adoptées par l'Etat incrimine le rôle anticipatif des dirigeants, quant aux capacités adaptatives des acteurs à résister et à freiner la réforme. Ce phénomène de résistance observé interpelle sur la nécessité d'une approche participative des acteurs, qui sont sensés subir la réforme dans les différentes étapes de sa mise en œuvre.

La persistance des pratiques informelles, en dépit du risque sanitaire qu'elles véhiculent, pointe du doigt –doublement- le rôle de régulateur de l'Etat. D'un côté, les pratiques informelles porteuses d'un risque sanitaire élevé sont censées être éradiquées par les pouvoirs publics, chose relativement aisée dans certaines régions en ôtant un des plus grands maillons de la chaîne, à savoir, le crémier. D'un autre côté, le rôle de l'Etat est aussi incriminé pour une vulgarisation inefficace sur les risques sanitaires du lait non contrôlé. La sensibilisation devrait entraîner à terme, un anéantissement de l'informel à travers le boycott des consommateurs. Dans ce sens, il est évident qu'au vu des quantités importantes de la production laitière

(plus de 80%) qui échappent aux circuits formels, les politiques publiques en la matière restent inefficaces (Belhadia et al., 2014).

**Figure n°04** : Évolution de la production, de la collecte et des importations en équivalent lait (Million litres)



Source : ONIL

De plus, la croissance constatée de la production locale ces deux dernières décennies (figure 01) n'est pas le résultat d'une amélioration de la production et de la productivité par vache, mais est due plutôt à un accroissement de l'effectif bovin laitier sous impulsion des importations. Dans ce sens, on peut sans ambages affirmer qu'on est passé d'un pays importateur de lait et produits laitiers à un pays importateur de génisses et équipements laitiers, en plus du lait en poudre anhydre.

Les importations, continues depuis l'indépendance (graphique ci-dessous), sont passées de 1 671 têtes en moyenne annuelle durant la période 1964- 1968 à 29 222 têtes durant la période 2005-2009 et à 93 500 têtes durant la période 2009-2012. (Kheffahe et Bedrani, 2012). Elles sont passées à 27 400 durant la période 2012- 2015. Au total, environ 487 921 vaches ont été importées de 1964 à 2015.

Selon le même auteur, la simulation de la descendance de génisses importées de 1964 à 2011 donnerait les chiffres ci-dessous selon le taux de fécondité et de mortalité en 2011.

**Tableau 1 : Simulation des effectifs issus des génisses importées de 1964 à 2011**

Simulations	Taux de fécondité	Taux de mortalité	Effectif estimé en 2009	effectif officiel en 2011	
	1	2	3	4	3/4
Simulation 1	80%	1,00%	25 254 114	249 990	101
Simulation 2	80%	2,60%	12 418 298	249 990	49,7
Simulation 3	80%	5,00%	4 126 709	249 990	16,55
Simulation 4	80%	10%	420 245	249 990	1,7
Simulation 5	50%	7,50%	249 898	249 990	1.0
Simulation 6	50%	2,60%	1 288 062	249 990	5,2
Simulation 7	50%	5,00%	536561	249 990	2,1

Source : Kheffache Hamida, Bedrani Slimane, *les importations subventionnées de génisses à haut potentiel laitier : un échec du a l'absence de politique laitière globale, Cahiers du CREAD N° 101, p. 123-135.*

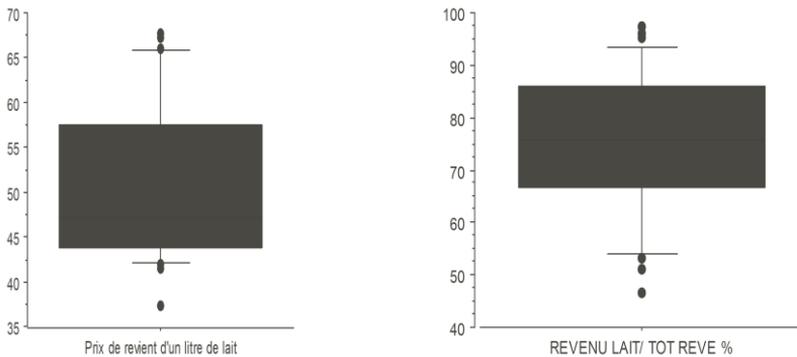
L'efficacité de la politique d'importation de génisses n'est pas démontrée et pose un grand nombre de questions:

- ⊙ Quelque part, cette importation continue à être exacerbée par une déperdition du cheptel existant, sous l'effet de l'abattage, constitue en soi une dépendance vis-à-vis de ce marché. En d'autres termes, n'est-on pas en train de réduire une dépendance par l'accentuation d'une autre ?
- ⊙ Cette importation massive est-elle supportable en termes d'affouragement et d'alimentation, étant donné la sécheresse que connaît le pays depuis maintenant quelques années ?
- ⊙ Cette politique de subventionnement à l'achat de génisses est-elle soutenable d'un point de vue financier à long terme, connaissant la crise que traverse le pays d'un côté, et la reconversion des éleveurs vers l'engraissement (plus attractif) conduisant à l'abattage du cheptel (selon l'ITELV, 43% des effectifs importés sont abattus après trois lactations) d'un autre?

Selon Bencharif (2001), les principales faiblesses et contraintes qui caractérisent aujourd'hui la filière s'expliquent en grande partie par les effets des *politiques alimentaires* antérieures. Selon lui, la mise en œuvre de telles politiques n'a été possible que grâce à la rente pétrolière de l'époque et au faible prix de la poudre sur le marché

mondial par rapport au lait produit localement. Il faut signaler que le coût de production de lait en Algérie est parmi les plus élevés du monde (50.78 Da/litre selon Bellil et Boukrif, 2015). Selon Makhlouf et Al., (2017), une partie de ces éleveurs ne survit que par la pluriactivité (parfois une décapitalisation du cheptel), l'autoconsommation et la valorisation de la viande, détournant ainsi les subventions au cheptel via l'abattage précoce (voir la figure N°03). L'objectif de résultat oblige les éleveurs à adopter des stratégies allant à l'encontre de l'objectif global de développement en mettant en péril la pérennité de toute la filière.

**Figure 5 :** État du prix de revient du lait par exploitation et part du lait dans les recettes de l'exploitation pour les 36 exploitations.



Source : Données de l'enquête

De nos jours, la situation financière du pays ne permet pas de telles injections. Le montant des subventions avoisine les 22.1 milliards de dollar, soit un peu plus de 13% du PIB en 2017, dont presque la moitié (07%) est consacrée à l'énergie. C'est pourquoi le gouvernement s'est lancé dans la réduction des subventions allouées aux énergies notamment les carburants depuis 2016.

Il faut bien signaler que dans la majorité des pays en développement, les subventions alimentaires sont très répandues. Elles découlent du concept qu'il est du rôle de l'État de garantir des

biens de consommation et autres (santé, éducation, transport...etc.) bon marché, et garantir aux populations dites rurales des revenus corrects.

Dans ce sens, plusieurs questions sont posées à ce sujet, à l'image de la question sur la viabilité de la démarche du point de vue du consommateur et de la politique sociale. Dans le présent papier, il n'est pas question de discuter du bien-fondé de cette politique mais de sa pérennité.

La subvention « permet aux revenus modestes de se nourrir à prix dérisoires du fait de la subvention, et laisse le marché déterminer le prix des produits laitiers transformés à plus forte valeur ajoutée. En d'autres termes, l'ensemble des choix réalisés pour la politique laitière représente un compromis contraint mais pertinent : assurer la satisfaction des besoins de base de la population, bénéficier de l'avantage comparatif du prix mondial, mais désormais volatil et à la hausse, développer la production intérieure dans un souci de sécurité alimentaire, de développement et de maintien d'emplois ruraux. Le débat porte principalement sur le dosage relatif de ces différents leviers et en conséquence, sur la définition de ses bénéficiaires » (Makhlouf, 2015).

Cependant, la finalité de ces subventions est de permettre aux couches les plus démunies de la population d'avoir accès à une source de protéines bon marché. Toutefois, dans une étude du FMI, en divisant la population en 5 catégories (quintiles) selon leur revenu, on note que le quintile supérieur (Q5), c'est-à-dire le plus haut revenu, consacre près de 30% de ses revenus à la consommation de lait et produits laitiers, contre 12% uniquement pour le quintile inférieur (Q1). Ce constat est le même pour les autres produits subventionnés. En fin de compte, les plus hauts revenus consomment donc beaucoup plus de produits subventionnés que les catégories défavorisées de la population. Ainsi, l'on peut dire que ces subventions généralisées profitent aux catégories aisées (Bouazouni, 2008).

## CONCLUSION

Comme impact de la politique laitière algérienne, si l'on se réfère aux trois indicateurs d'analyse choisis (faute d'accès aux chiffres de la filière) à savoir (augmentation de la production, réduction des importations et les objectifs fixés, notamment la collecte), nous pouvons sans ambages juger qu'il est modeste.

L'analyse par la dépendance au sentier des politiques laitières en Algérie révèle que la filière a connu, sur la période 1962 à nos jours, trois moments critiques qui ont façonné le paysage institutionnel et les séquences réactives des acteurs face aux réformes entamées pas le gouvernement. L'adoption dès l'indépendance d'un modèle mono-importateur, tablé sur le faible niveau de prix sur le marché mondial du lait, a scellé en partie la structure de la filière lait en Algérie. La chute des prix des hydrocarbures dans les années 80 signe pour sa part le début de l'ère actuelle de promotion de la production. L'envolée des prix des hydrocarbures en début des années 2000 a vu l'accentuation de la politique de promotion de la production via les primes de production.

L'autosuffisance a longtemps été mise en exergue, comme étant une priorité dans le cadre de la sécurité alimentaire du pays. Cet argument jouit d'une double justification : d'une part elle permet d'économiser des devises précieuses par la réduction des importations, et d'autre part, se prémunir des fluctuations du marché mondial grâce à la production nationale.

Concernant la filière lait, l'analyse de son schéma de développement dans la durée fait apparaître plusieurs interrogations. Elle a bénéficié d'une masse d'investissements relativement importante, tandis que son taux de croissance reste très modeste, notamment dans les maillons production et collecte. Dès lors, nous pouvons nous aligner avec la majorité des travaux de recherche qui estiment que les différentes mesures incitatives, qui ont été mises en œuvre par les autorités pour promouvoir la production locale, n'ont pas eu l'impact attendu.

L'intégration du lait cru dans la transformation industrielle ne représente qu'une infime partie (environ 16% de la production bovine

totale). En amont de la filière, l'élevage à vocation laitière n'a pas connu une évolution significative. Il est conduit en hors sol, extensif et demeure peu productif (3200 litre/vache/an) malgré les efforts d'amélioration génétique déployés. On y voit immédiatement comment les politiques mises en œuvre dépendent de l'importation.

Les raisons d'un tel déficit peuvent être imputées à la faiblesse de la production au niveau des étables et à l'insuffisance ou à la déficience des politiques mises en place, ainsi qu'aux contraintes économiques que rencontrent les éleveurs (insuffisances de ressources financières). L'ensemble de ces facteurs, ainsi que la forte concurrence des activités et cultures à forte valeur ajoutée, font que la spécialisation dans l'activité laitière est une stratégie rare, développée par quelques exploitations qui fonctionnent difficilement et connaissent les plus grandes contraintes financières (Djermoun et Al., 2017). Ces élevages de petite taille sont très fragiles et leur pérennité se trouve menacée.

Au final, si de nos jours les entraves au développement de la production au niveau des exploitations sont plus au moins connues, il n'en est pas de même pour la stratégie globale à mettre en place ainsi que les politiques y afférentes.

Cette question reste posée, connaissant la politique laitière algérienne dichotomique qui oppose deux logiques paradoxales, une politique de développement de la production locale et une autre de soutien à la consommation. Cette situation impose à la filière une double extraversion : celle de la poudre anhydre et celle des intrants à la production. La politique actuelle s'apparente plus à une politique alimentaire qu'à une politique de développement de la production locale. Ceci dit, l'évaluation de la politique laitière change complètement, puisqu'on en parle davantage de politique sociale qu'économique, d'autant plus que bon nombre de chercheurs estiment que la subvention à la consommation constitue un frein au développement de la production locale.

Dans l'optique de surpasser cette dépendance vis-à-vis de la subvention, il est recommandé de réfléchir à promouvoir la coordination horizontale (coopératives) et verticale entre les acteurs

de la filière. Cette coordination devrait permettre aux industriels de mieux contrôler leurs approvisionnements ainsi que la qualité des matières premières fournies, et aux éleveurs d'améliorer leurs revenus grâce notamment à la forme coopérative (Bellil et Boukrif, 2017).

### Références bibliographiques

**Abis A., Blanc P., Lerin F., & Mezouaghi M., (2009),** (Coord) ; « Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord ». *Options Méditerranéennes Série B, Études et Recherches ; N°64*. 238p.

**Adair P., (1983),** « Rétrospective de la réforme agraire en Algérie (1972-1982) », *Revue Tiers Monde, t. 24, n° 93/1983, pp. 153-168*.

**Amellal R., (1995),** « La filière lait en Algérie : entre l'objectif de la sécurité alimentaire et la réalité de la dépendance », *option méditerranéennes, Série B/n°4/1995. p. 229-238*.

**Baci L., (1999),** « Les réformes agraires en Algérie », *Cahiers Options Méditerranéennes ; n. 36, pp. 285-291*.

**Bardhan P., (2001),** *Distributive conflicts, collective action, and institutional economics*. A copublication of the World Bank and Oxford University press. p. 269-301.

**Barth I., Bourion C., Bournois F., Persson S., (2014),** La dangerosité sociale est-elle inhérente à la path dépendance ? Version moderne du paradoxe d'Icare, comment la path dépendance (attachement au passé et aversion pour le futur), transforme une protection sociale bien intentionnée en prédateur ?, *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels* 2014/50, vol 55, pages 43 à 69.

**Belhadia M., Yakhlef H., Bourbouze A., & Djermoun A., (2014),** « Production et mise en marché du lait en Algérie, entre formel et informel ; stratégies des éleveurs du périmètre irrigué du haut Chélif », *revue New Médit, n°1/2014.p.41-49*.

**Belhadia M., Saadou M., Yekhlef H., & Bourbouze A., (2009),** « La production laitière bovine en Algérie : capacités de production et typologie des exploitations des plaines moyennes de Cheliff », *Revue Nature te Technologie N°01. P. 54-62*.

- Bellal S., (2008),** « Changement institutionnel et économie parallèle en Algérie : quelques enseignements », *revue El Bahith N°06, 2008*.p.1-9.
- Bellil K., & Boukrif M., (2015),** « Analyse comparative de la rentabilité économique des différents systèmes d'élevage laitier à Béjaia », *revue Agriculture N°10/2015*.p.59-66.
- Bellil K., & Boukrif M., (2017),** « Impact de l'organisation en coopératives sur la performance économique de l'élevage laitier en Algérie. Comparaison entre des éleveurs de la coopérative COOPSEL de Sétif et des éleveurs individuels de Bejaia », *revue des études comptable, financières et administratives N°7/2017*.p.55-69.
- Bencharif A., (2001),** « Stratégies des acteurs de la filière lait en Algérie : état des lieux et problématiques », *Options méditerranéennes, Série B/N°32*.p25-45.
- Bessaoud O., (2002),** Les politiques agricoles de l'Algérie : de la gestion sectorielle à la restructuration de l'espace agricole, *revue Agro Line, n°21/2002*.
- Bouazouni O., (2008),** « Étude d'impact des prix des produits laitiers alimentaires de base sur les ménages pauvres Algériens », *Programme Alimentaire Mondial (PAM), 2008*.
- Bourbouze A., Chouchen A, Eddebarh A., Pluvinage J., & Yakhlef H., (1989),** « Analyse comparée de l'effet des politiques litières sur les structures de production et de collecte dans les pays du Maghreb », *Option méditerranéennes, série A N°06, 1989*. p.247-258.
- Bouzid A., & Bedrani S., (2018),** « Dépendance alimentaire et politiques agricoles : le cas de l'Algérie ». Colloque international : « Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes », *séminaire organisé par la SFER du 20 au 22 juin 2018 à Montpellier SUPAGRO*.
- David P.A., (1994),** Why are institutions the 'carriers of history'? Path dependence and the evolution of conventions, organizations and institutions, *Structural Change and Economic Dynamics, 5(2)*, 205-220.
- DJermoun A., Chehat F., & Bencharif A., (2017),** « Stratégies des éleveurs laitiers du Chélif (Algérie) », *revue New Médit N°03/2017*. p. 19-27.

- Divéco I., (2008)**, « Programme d'appui à la Diversification économique soutenu par la Commission européenne », Rapport de formulation, Draft mars, 51 p.
- Dunn WN, (1985)**, "Public policy analysis: an analysis" *Englwood cliffs, NJ:rentice Hall, P 357.*
- Ghozlane F., Belkhir. B., & Yakhlef H., (2010)**, « Impact du fond national de régulation et de développement agricole sur la durabilité du bovin laitier dans la wilaya de Tizi Ouzou (Algérie) », *revue New Médit N° 3.p.22-27.*
- Greffé X., (1997)**, *Économie des politiques publiques.* Paris: Dalloz.
- Hodgson, G. (1998)**, the approach of institutional economics, *Journal of economic Literature*, Vol. 36, No. 1. P.166-192.
- Khefache H., & Bedrani S., (2012)**, « Les importations subventionnées de génisses à haut potentiel laitier : un échec du à l'absence d'une politique laitière globale » *les cahiers du Cread volume 28, n°101.p123-146.*
- Kherzat B., (2007)**, « Essai d'évaluation de la politique laitière en perspective de l'adhésion de l'Algérie à l'organisation mondiale du commerce « OMC » et à la zone de libre-échange avec l'union européenne» mémoire magister en sciences agronomiques, INA El Harrach.
- Levi M., (1997)**, "A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis". In: Lichbach, M. and Zuckerman, A., Eds., *Comparative Politics: Rationality, Culture and Structure*, Cambridge University Press, Cambridge, p.19-41
- Maghni B., (2019)**, « Analyse de la dynamique d'innovation en oléiculture dans la wilaya de Bejaia : déterminants et perspectives», T6hèse de doctorat en Sciences économiques, Université de Bejaia (Algérie).
- Maitre D'Hôtel E., (2007)**, « Participation et adaptation des organisations au changement institutionnel : les organisations agricoles au Costa Rica face aux politiques de libéralisation », Thèse de doctorat en Economie du Développement Agricole, Agroalimentaire et Rural, Montpellier Sup agro, 2007.
- Makhlouf M., Montaigne E., & Tessa A., (2015)**, « La politique laitière Algérienne entre sécurité alimentaire et soutien différentiel à la consommation », *revue Newmedit n°01/2015. p. 12-23*

**Makhlouf M., Montaigne E., (2017),** « Impact de la nouvelle politique laitière algérienne sur la viabilité des exploitations laitières », *revue Newmedit* n°1/2017.p.2-10.

**Mamine F., Bourbouze A., & Arbouche F., (2011),** « La production laitière locale dans les politiques de la filière lait en Algérie ; Cas de la wilaya de Souk Ahras », *Livestock Research for Rural Development*. vol. 23, (1) article 08. pp.4

**Mamine F., Montaigne E., & Boutonnet F., (2013),** « Logiques organisationnelles formelles et informelles d'un système de production agroalimentaire local : Le cas du bassin laitier de Souk Ahras en Algérie », *Colloque International de l'ENSA d'Alger, du 22 au 24 avril, 2013.*

**Mamine F., (2014),** « Rationalité de l'informel : une analyse néo-institutionnelle de la filière lait à Souk Ahras en Algérie », thèse de doctorat en sciences économiques, université de Montpellier SupAgro.

**March J. and Olsen J., (1984),** The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life, *American Political Science Review* (78) No. 3 (Sep., 1984), pp. 734-749

**Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Série B, 2017.**

**Nioche J.P., (1982),** « De l'évaluation à l'analyse des politiques publiques », *Revue Française de science politique*, 32/1, 1982. p. 32-61.

**North D., (1990),** *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge: Cambridge University Press.

**Omarl CH., Moiseron J.Y., & Alpha A., (2012),** « L'agriculture Algérienne face aux défis alimentaires, trajectoires, historique et perspectives », *revue tiers monde* 2012/2 N°210.p.123-141.

**Pierson P., (2000),** Increasing Returns, Path dependence, and the Study of Politics, *American Political Science Review*, 94(n°2), 251-267.

**Stiglitz J., (1989),** *Rational peasants, efficient institutions, and a theory of rural organization: methodological remarks for development economics*. In P. Bardhan (Ed.).

**Srairi M.T., & Chohin Kuper A., (2007),** « Conséquences de la libéralisation des marchés sur les opérateurs de la filière laitière au Maroc », *revue Elev.Med.Vet pays trop*, N°60 (1-4).p.177.187.

**Wollman H., (2003),** *Evaluation in public-sector reform; Concepts and practice in international perspective*, Edward Edgar, Cheltenham UK, Northampton, MA, USA.

**Zoubeidi M., & Gharabi D., (2013),** « Impact du PNDA sur la performance économique des filières stratégiques en Algérie : cas de la filière lait dans la wilaya de Tiaret », *Revue Ecologie-Environnement* (9) : 2013.